|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Province*** | ***Législature*** | ***Session*** | ***Type de discours*** | ***Date du discours*** | ***Locuteur*** | ***Fonction du locuteur*** | ***Parti politique*** |
| Québec | 39e  | 1re  | Étude des crédits du ministère de l’Éducation | 4 mai 2010 | Mme Michelle Courchesne | Ministre de l’Éducation, du Loisir et du Sport  | PLQ |

**Enseignement supérieur, recherche et développement :**

**Mme Courchesne:** Merci, M. le Président. D'abord, permettez-moi de saluer mes collègues parlementaires du côté ministériel et de même que la critique, députée de Taillon, que je retrouve... bien, en fait, on se voit souvent ces temps-ci pour étudier le projet de loi sur la gouvernance.

Mais aujourd'hui nous allons, M. le Président, aborder un autre aspect du réseau de l'éducation, un autre niveau, qui est l'enseignement supérieur, qui comprend bien sûr l'enseignement collégial et l'enseignement universitaire, deux paliers d'enseignement qui, depuis 40 ans, ont certainement fait leur marque et ont changé le visage québécois de l'éducation.

Je le dis parce que, cette année, nous fêtons les 40 ans des cégeps, ces cégeps qui sont extraordinairement dynamiques dans chacune des régions, y compris, bien sûr, sur l'île de Montréal où 12 sont regroupés. Mais, quand je dis que les cégeps font preuve d'un très grand dynamisme, c'est qu'aujourd'hui, en plus de bien exercer cette mission qui est la formation, la transmission du savoir, bien sûr, ils participent très activement au développement social, culturel et économique de leurs régions. En fait, les cégeps sont des lieux, maintenant, de rassemblement, mais ce sont... Vous savez que nous faisons de la recherche maintenant dans les cégeps et que de plus en plus nous encourageons les projets partagés avec les universités. Ce qui veut donc dire, M. le Président, que l'éventail de leur rôle, de leur participation s'est grandement élargi depuis 40 ans. Et je pense que c'est... non seulement je pense, je suis convaincue que c'est pour le mieux, et je suis convaincue que cet apport permet aussi à beaucoup de jeunes de rester dans leur région -- parce que c'est un autre objectif. Moi, je crois beaucoup en la proximité pour l'accessibilité des études supérieures, et que, dans ce sens-là, ça permet très certainement à nos jeunes de pouvoir rester plus longtemps dans leurs régions respectives.

Bien sûr, quand on pense aux cégeps, on pense à la formation préuniversitaire, le volet général, dont on parle moins, quand même. On en parle, je dirais, un peu moins. Pourquoi on en parle un peu moins? Parce qu'aujourd'hui les cégeps sont devenus des acteurs principaux dans tout le volet de la formation technique. Et, comme, dans les régions, nous sommes actuellement en recherche de main-d’œuvre qualifiée et comme nous souhaitons aussi intéresser nos jeunes à des métiers spécialisés et à des métiers techniques, c'est évident que nos cégeps ont développé une offre de formation qui est non seulement intéressante, mais, je dirais, qui est tout à fait stimulante pour justement répondre à ces besoins.

D'ailleurs, je vous rappelle, M. le Président, que le premier ministre a mandaté le ministre de l'Emploi et de la Solidarité sociale, responsable d'Emploi-Québec, pour qu'avec la ministre de l'Éducation nous puissions beaucoup mieux définir l'arrimage entre les besoins de main-d’œuvre et l'offre de formation. Parce que ça demeure un enjeu, et, pour nous, c'est un enjeu prioritaire pour que nous puissions assurer à toutes les entreprises de ces régions de pouvoir compter sur un bassin de main-d’œuvre qualifiée, et, je le répète, pour que les jeunes puissent aussi rester dans leur région qui est la leur. Donc, voilà pour l'aspect plus régional.

Si on revient par contre dans les centres urbains et particulièrement sur l'île de Montréal, et possiblement que nous aurons l'occasion d'en reparler tout à l'heure, il y a là des enjeux importants, puisque le visage de Montréal est maintenant très diversifié, puisqu'il y a augmentation impressionnante des clientèles, mais parce que ce visage est diversifié, parce que les cégeps vont accueillir les enfants et les jeunes du renouveau, puisque le renouveau... l'implantation du renouveau se termine cette année, bien, les cégeps vont faire face à des clientèles diverses et qui suscitent... des clientèles que l'on peut qualifier d'émergentes et qui suscitent très certainement des enjeux particuliers.

Alors, en région et en région éloignée, on est confrontés aux problèmes d'une baisse démographique et de l'enseignement pour les petites cohortes, et, dans la région de Montréal, nous avons actuellement le problème inverse. Donc, hein, on voit que, sur une période de 40 ans, il y a des changements et que le Québec, à cet égard-là, et que les cégeps, à cet égard-là, sont vraiment au cœur d'un virage important.

M. le Président, ça me fera donc plaisir de répondre aux questions sur... sur le volet collégial, parce que je considère que les cégeps sont des partenaires extrêmement importants à la fois pour le réseau de l'éducation, mais aussi pour tous les intervenants qui œuvrent dans nos régions, y compris dans les centres urbains.

Nous allons, M. le Président, aussi aborder... Je pourrais parler aussi, M. le Président, du français au cégep. Je suis certaine que la députée de Taillon ou des collègues du côté ministériel auront des questions à nous poser sur le français dans les cégeps. Ça me fera plaisir d'y répondre aussi.

Il y a là un plan d'action important et il y aura aussi des gestes, et des décisions, et des actions à poser très concrètement, parce que, même si on a un plan d'action pour le primaire et le secondaire, il faut qu'il y ait une continuité au cégep, et ainsi de suite, pour que, quand on arrive à l'université, nous ayons cette maîtrise de la langue parlée, écrite, y compris la compréhension de textes, si on veut se rendre aux échelons des études supérieures.

Au niveau des universités, M. le Président, des défis de taille. Ça me fera plaisir de les aborder avec les membres de cette commission. Bien sûr qu'on nous reparlera certainement du financement, de la hausse des droits de scolarité annoncée. Je vous dis tout de suite et vous préviens, M. le Président, que nous avons dit aussi qu'il y aurait un rendez-vous à l'automne pour aborder ces questions.

Mais je pense qu'il faut regarder l'avenir de nos universités de façon beaucoup plus large, parce que les universités, aujourd'hui, du Québec et celles d'ailleurs aussi n'y échappent pas. Avec l'évolution de la formation à distance, avec l'évolution de l'information, de la communication, les universités, aujourd'hui, doivent se comparer aux meilleures dans le monde. Et c'est évident que nous voulons préserver cette qualité d'enseignement, nous voulons préserver la qualité de la recherche, nous voulons conserver nos professeurs dans les universités, parce que je considère que nous avons un réseau universitaire de très, très, très grande qualité.

Et encore là, M. le Président, souvent, quand on parle des universités, on a tendance de parler beaucoup des universités de Montréal, mais j'aimerais aussi qu'on accorde toute la même importance au réseau des Universités du Québec, qui est un réseau unique, et nous sommes privilégiés, et ce réseau a aussi 40 ans. Et ce réseau a formidablement contribué au développement des régions. Et, quand une université est installée dans une région, il y a là de l'effervescence, ça va de soi, et ça crée là aussi une réalité qui fait en sorte que les jeunes restent, la recherche s'y exerce. Il y a des spécialisations dans les régions; ça, c'est aussi l'intérêt des Universités du Québec parce que très liées au développement régional, très liées au développement des ressources premières ou des ressources naturelles de ces régions. On peut donc développer des sphères de spécialités qui soient extrêmement intéressantes, pas uniquement pour le Québec, mais à l'échelle nationale et internationale. Il y a eu un progrès fantastique à cet égard-là.

Donc, ce réseau universitaire comprend, bien sûr, aussi toutes les autres universités, y compris celle de Laval, qui a 100 ans, il ne faut pas l'oublier. Ça veut donc dire... Et historiquement ça a beaucoup, beaucoup, beaucoup de signification. Et donc, ces universités-là, aujourd'hui, doivent s'inscrire dans un phénomène de mondialisation, parce que c'est la réalité d'aujourd'hui, il y a un phénomène de mondialisation de l'éducation.

Je souhaite et j'espère que nous aurons l'occasion d'en discuter. Et quel devrait être ce positionnement de nos universités québécoises sur la scène internationale, ce sera certainement un autre volet du rendez-vous d'automne et une autre question fort importante et intéressante, puisque c'est une question qui est carrément tournée vers l'avenir. C'est une question de vision pour l'avenir de nos universités québécoises. Et je pense qu'il y a des réflexions qui s'imposent et qui peuvent susciter, encore là, des actions qui soient structurantes pour nos universités québécoises.

M. le Président, on pourrait aussi parler de l'importance d'attirer des étudiants étrangers dans nos universités: comment faisons-nous pour les attirer, les garder aussi, parce qu'un étudiant étranger, diplômé au Québec, qui s'installe au Québec, qui commence à travailler au Québec, voilà... voilà très certainement un atout inestimable pour le Québec.

Mais, cela dit, M. le Président, encore plus important, là où on doit certainement se questionner ou en tout cas travailler, tout le monde, dans la même direction, c'est sur notre taux de diplomation, notre taux de diplomation aux échelons supérieurs. On a beaucoup parlé de persévérance scolaire pour le diplôme de secondaire V, mais je crois que... s'intéresser à ce taux de diplomation qui, nous devons l'avouer, est quand même plus bas au Québec qu'ailleurs au Canada. Et j'ajouterai même avoir cette préoccupation pour le deuxième et troisième cycle, c'est-à-dire pour le niveau maîtrise et doctorat. Il est tout aussi important, dans une société qui s'équilibre, de pouvoir avoir des gens qui ont ce type de diplomation pour faire de la recherche, bien sûr, et pour être complémentaire avec ce qui se passe dans le reste des entreprises. Et je ne parle pas uniquement au niveau scientifique ou commercial, mais je pense aussi au niveau des sciences sociales aussi, c'est tout aussi important qu'on puisse maintenir un bassin de personnes hautement diplômées et qualifiées pour poursuivre et être la relève. Et nous avons besoin de cette recherche à tous les niveaux, dans tous les secteurs d'activité du Québec.

M. le Président, je pourrais continuer comme ça encore pendant plusieurs minutes. Et, si vous me permettez, je m'arrêterai là et je céderai plutôt la parole aux parlementaires et répondrai, avec la collaboration de toute l'équipe qui est ici présente, répondrai au meilleur de ma connaissance à vos questions.